



Récépissé N°598/2021RDJ/C19/SAAP du 20/08/2021

400FCFA

6 177000 000348

La Voix

du Consommateur

Directeur de Publication : Alphonse AYISSI ABENA - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

SUD-OUEST

La culture MEVEO magnifiée



Le Gouverneur Bernard OKALIA BILAI a récemment présidé la 10ème édition de l'Assemblée culturelle et de développement du peuple du village Lower MEVEO à Limbe dans le FAKO. Le chef Ndiko Fonderson Henry, coordonnateur national du MEVCUDA, a été félicité pour avoir propulsé le projet vers de nouveaux sommets. La plateforme MEVCUDA a pour objectif principal de promouvoir la paix et le développement durable à travers l'intégration culturelle, le soutien aux agriculteurs et l'organisation des ateliers éducatifs.

P3

PUNAISES DE LIT Pp 5&6

La réaction tardive du ministre de la santé



Il y a deux mois, la PC2E saisissait en vain le Dr Manaouda afin d'adopter des mesures préventives.

PÉNURIE DE CARBURANT

"Où sont passées les réserves de sécurité?"

Page 4
Pour Jean Robert Wafo c'est scandaleux que le Cameroun ne raffine pas son pétrole brut.



ORDRE NATIONAL DES MÉDECINS

Page 7

Portait du nouveau président Dr Rodolphe FONKOUA

L'entreprise Source du pays annonce un nouvel emballage pour l'eau minérale Supermont qui a 40 ans.
Lire le communiqué.



SOURCE DU PAYS S.A.

EAU MINÉRALE NATURELLE ET BOISSONS GAZEUSES

Douala le 11 Décembre 2023

Objet: Note d'information

La société SOURCE DU PAYS porte à la connaissance de son aimable clientèle, de ses très chers consommateurs et de l'opinion publique, que l'eau minérale naturelle SUPERMONT pour célébrer ses 40 ans d'existence change d'emballage.

Il s'agit d'une amélioration de la bouteille qui devient plus ergonomique, plus solide, recyclable, avec une nouvelle étiquette et une nouvelle couleur du bouchon.

Les nouvelles bouteilles se retrouveront au fur et à mesure présentes sur le marché national et international.

Merci de votre fidélité



Le DIRECTEUR GENERAL
MOHAMAD EL SAKELY



SOURCE DU PAYS S.A.
EAU MINÉRALE NATURELLE
Boissons Gazeuses non alcoolisées
B.P. 914 DOUALA
CAMEROUN

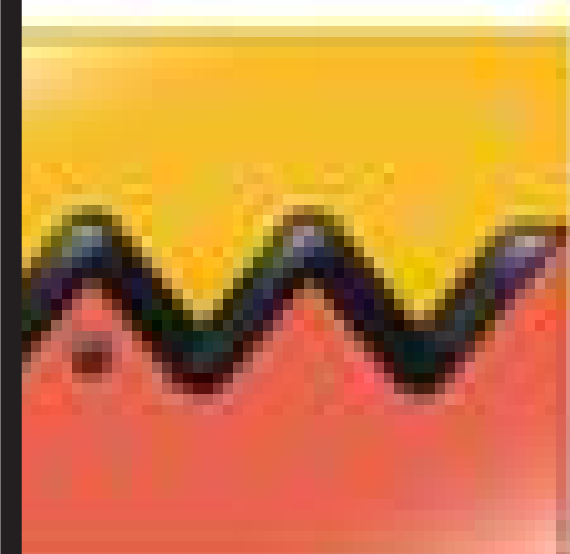









BP 914 Douala, Cameroun-Tél: +237 243 60 46 82 - +237 656 99 51 45 - 678 40 40 40
RC N° 00061. CONTRIBUTABLE N°M078200004171M. STATISTIQUES : 25113101F. www.source-du-pays.com



SCB Cameroun
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

CREDITS SCB

Finies les équations,
l'expert est la solution

SCB SUKUL

SCB SÉRÉNITÉ

SCB IMMO



CIETE COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN Groupe Attijariwafa bank - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital 10,54 milliards FCFA. RCCM N°195.152 - RC/YAD/2011/M/92 - Direction Générale : 530, Rue du Roi George B.P. 900 Douala (Cameroun)

www.scbcameroun.net

La culture MEVEO magnifiée

Le Gouverneur Bernard OKALIA BILAI a récemment présidé la 10ème édition de l'Assemblée culturelle et de développement du peuple du village Lower MEVEO à Limbe dans le FAKO. Le chef Ndiko Fonderson Henry, coordonnateur national du MEVCUDA, a été félicité pour avoir propulsé le projet vers de nouveaux sommets. La plateforme MEVCUDA a pour objectif principal de promouvoir la paix et le développement durable à travers l'intégration culturelle, le soutien aux agriculteurs et l'organisation des ateliers éducatifs.

MEVCUDA 2023 IGH-LIGHTS

The Governor of the SOUTHWEST REGION and Presiding Officer of the 10th Edition of the Meveo Cultural and Development Assembly - Mevcuda H.E BERNARD OKALIA BILAI, has expressed satisfaction of the activities marking the milestone edition of the annual cultural assembly.

He was speaking at the Eneo training centre in Lower Meveo Village on Saturday 2nd December 2023 in the presence of other administrative, traditional, religious authorities as well as lovers of cultures and other invitees.

In his address Mr. Okalia BILAI praised the efforts of the organising committee led by the National Coordinator, Chief Ndiko Fonderson Henry for a job well done and for taking the MEVCUDA project into new heights.

It is worthy of note that the main objectives of MEVCUDA 2023 is to promote peace and sustainable development, an initiative that was brought to life since 2014.

#mevcuda
#mevcuda2023



Pénurie de carburant

" Où sont passées les réserves de sécurité ? "



Pour Jean Robert Wafo c'est scandaleux que le Cameroun ne raffine pas son pétrole brut.

PÉNURIE DE CARBURANT À LA POMPE :

Il est scandaleux que notre pétrole brut ne soit pas raffiné sur place. Le gouvernement nous bassine d'année en année les oreilles en nous faisant remarquer que la subvention de l'État aux produits pétroliers coûte près de 750 milliards de FCFA par an. Pourquoi ne pas construire au niveau de la Sonara une raffinerie de seconde génération qui coûte moins cher que la subvention annuelle et qui nous permettra, en dehors du carburant, d'avoir des produits dérivés du pétrole brut ? Il va s'en suivre une diminution du prix du carburant à la pompe. Forte valeur ajoutée en perspective (réduction drastique de la fuite de devises, atténuation de la vie chère, augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs, diminution du coût de

transport de personnes et des marchandises, atténuation de la vie chère etc...).

GÉRER C'EST PRÉVOIR

Les besoins du Cameroun sont estimés à 5000 M3 de carburant par jour.

Où sont passées les réserves stratégiques, les réserves de souveraineté et de sécurité de l'État du Cameroun. "Quelle irresponsabilité au niveau de la commande du carburant importé", serait-on tenté de dire. À moins d'être suicidaire ou dans un complot visible comme le nez sur la figure, qui peut courir le risque de ne pas passer la commande dans les délais convenus quand on sait qu'une telle pénurie, si elle perdure, va à coup sûr paralyser la mobilité de nos forces de défense et de sécurité dans un pays en proie aux défis sécuritaires dans le septentrion, le NOSO et l'Est ?

UNE AUTRE PISTE

A-t-on changé de traders moyennant d'énormes retro-commissions ?

Tous ceux qui nous vendent le

carburant à crédit depuis l'incendie de la SONARA (ce qui nous a évité la pénurie de carburant et une forte hausse des prix à la pompe) exigent désormais le paiement préalable de leurs produits avant livraison. Ceci est dû au fait que l'Etat ne parvient plus à payer ses lourdes dettes comme convenu. Les dettes vis-à-vis des traders sont énormes et jusqu'ici impayées. La conséquence est que les traders comme Total sont catégoriques. Paiement avant livraison de carburant.

Face à la précarité actuelle de la trésorerie publique du Cameroun qui ne dispose plus suffisamment de devises du fait

du déséquilibre de la balance commerciale (importations supérieures aux exportations), le pire n'est plus à exclure sur la durée des prochaines pénuries dans ce segment de l'activité économique.

En tout état de cause, les caisses sont vides en termes de devises. Les échanges commerciaux avec l'extérieur se font en devises. Le FCFA n'en est pas une. Il n'y a pas de devises pour commercer avec l'extérieur et le gouvernement ne veut ou ne peut pas le dire publiquement.

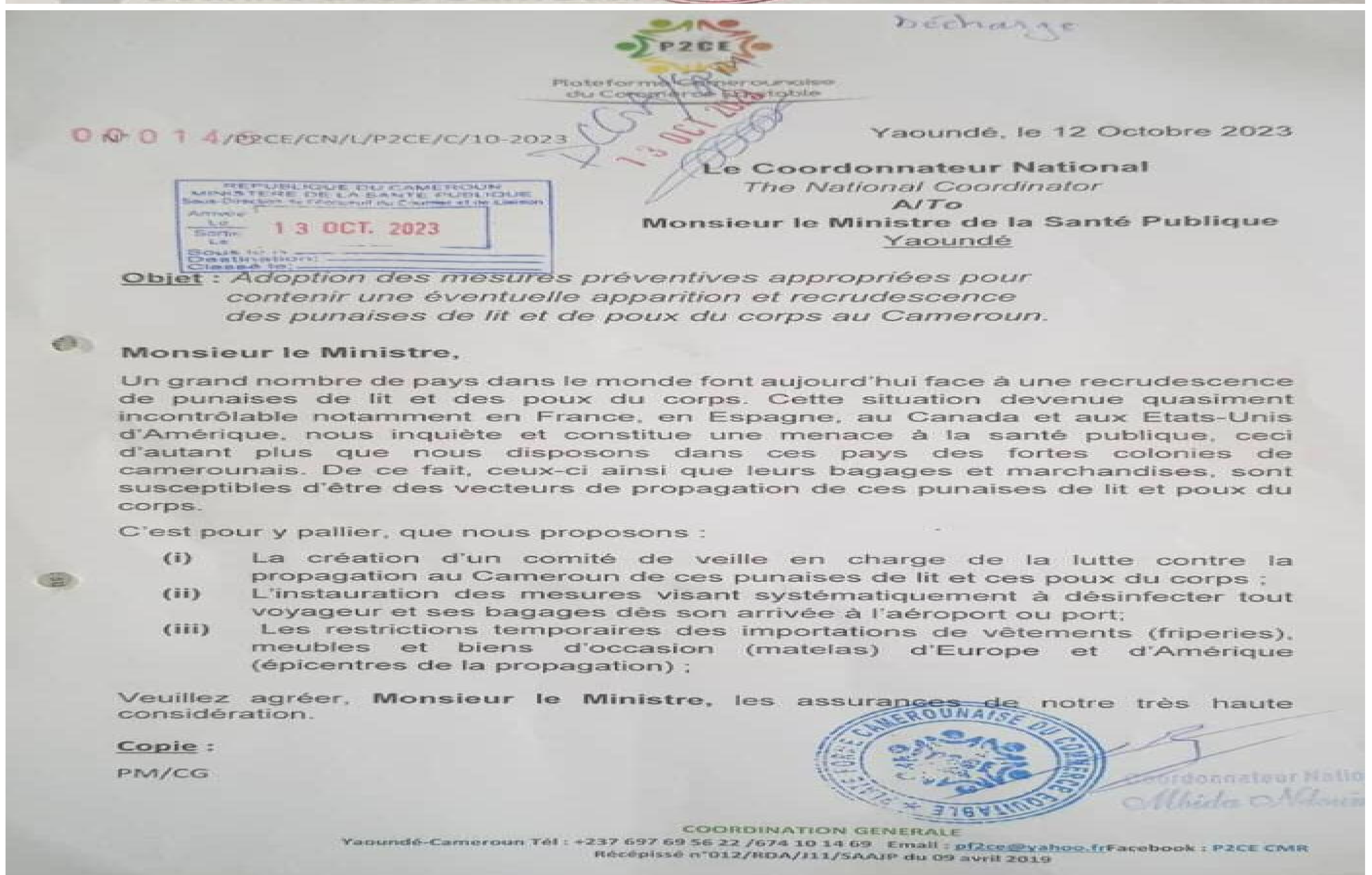
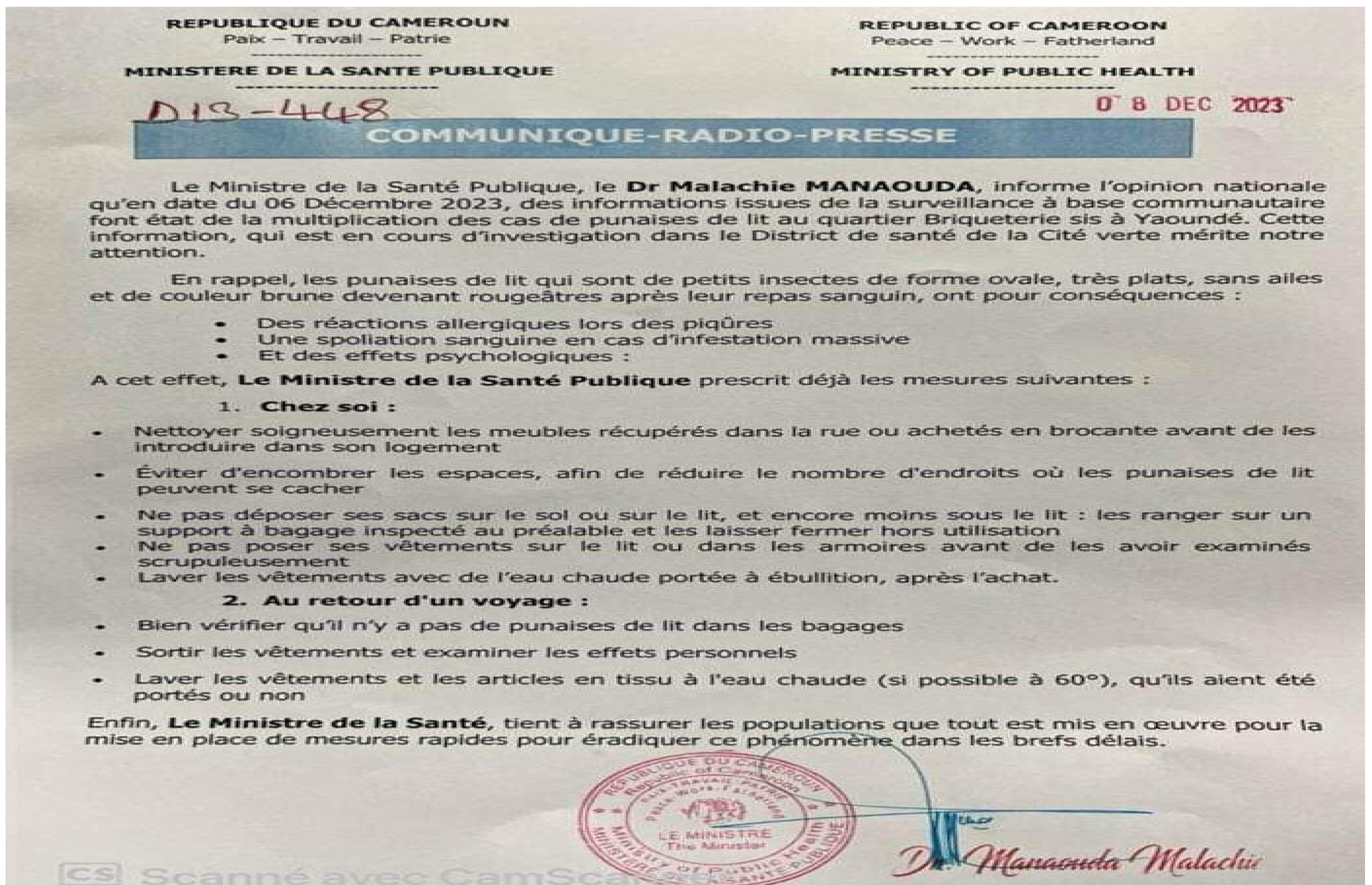
Jean Robert WAFO
Membre du FCC



Punaises de lit

La réaction tardive du ministre de la santé

Il y a deux mois, la PC2E saisissait en vain le Dr Manaouda afin d'adopter des mesures préventives.



ALERTE-SANTÉ

Comment prévenir les punaises de lit !



MINSANTE

COMMENT PRÉVENIR LES PUNAISES DE LIT?

À la maison:

- Éviter d'encombrer les espaces, afin de réduire le nombre d'endroits où les punaises de lit peuvent se cacher
- Après l'achat, laver les vêtements d'occasion avec une eau chaude à plus de 60°C
- Nettoyer soigneusement les meubles, tous les objets récupérés ou achetés en brocante avant de les introduire dans son logement
- Ne pas déposer ses sacs sur le sol ou sur le lit, et encore moins sous le lit : les ranger dans un endroit inspecté au préalable et les laisser fermés
- Ne pas poser ses vêtements sur le lit ou dans les armoires avant de les avoir examinés scrupuleusement
- Vérifier le lit : le matelas, les fermetures à glissière, les coutures, le capitonnage du rembourrage, derrière et autour de la tête de lit
- Vérifier le dessous des tapis, les murs, le châssis des meubles et le

rembourrage, à l'aide d'un objet ayant un coin dur comme une carte rigide

- Mettre de temps en temps sous le soleil les matelas, les oreillers, couvertures, tapis
- Aérer continuellement toutes les pièces de la maison

Au retour d'un voyage:

- Bien vérifier qu'il n'y a pas de punaises de lit dans les bagages, ne jamais les poser sur les lits ou fauteuils ou à proximité
- Sortir les vêtements des bagages et examiner les effets personnels
- Laver les vêtements et les articles en tissu à l'eau chaude à plus de 60°, qu'ils aient été portés ou non

Au niveau des ports:

- Désinfecter systématiquement les conteneurs au niveau des ports

Pour toutes informations utiles
contacter gratuitement le **1510**

Portait du nouveau Président de l'Ordre National des Médecins du Cameroun

Le Dr Rodolphe Fonkoua, âgé de 70 ans, a été élu le 10 décembre 2023 en tant que quatrième président de l'Ordre national des médecins du Cameroun (ONMC). Son élection a eu lieu lors de l'assemblée générale extraordinaire électorale qui se déroule depuis hier au Palais polyvalent des sports de Yaoundé. Sur les 535 votes exprimés, il a obtenu 245 voix, tandis que trois bulletins étaient nuls. Son mandat durera trois ans et il prévoit de militer pour une meilleure intégration des jeunes médecins, une formation continue pour les professionnels de la santé, une mise à jour annuelle de l'ONMC et la tenue régulière de journées médicales.

Né le 7 décembre 1953 à Douala. Il a obtenu son baccalauréat série D en 1974, puis il a poursuivi ses études de médecine à la faculté de Médecine d'Abidjan de 1974 à 1981. Pendant cette période, il a réalisé plusieurs stages académiques en diabétologie à l'Hôtel-Dieu à Paris. En 1982, il est devenu médecin du sport et a développé ses compétences en médecine du travail en 1984. En 2013, il a obtenu une licence en théologie de l'Institut des Sciences religieuses de l'Université Catholique de Douala.

Après ses études, il a travaillé en tant qu'interniste dans les hôpitaux



de Oumé et de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire de 1981 à 1984. De retour au Cameroun, il a occupé le poste de directeur médical à la clinique de Koumassi à Douala pendant huit ans (1984 à 1992). Pendant quinze ans, il a également été médecin de l'Union sportive de Douala. En 1993, il a créé la clinique Idimed, qui est devenue la Polyclinique Idimed, employant une vingtaine de médecins, quatre-vingt-cinq infirmiers et paramédicaux. Il est membre du Conseil de l'Ordre national des médecins du Cameroun depuis plus de 25 ans.

Le Dr Rodolphe Fonkoua est connu pour être le premier Camerounais à avoir créé un centre d'hémodialyse dans le pays. Le centre, situé à Douala, a été inauguré le 4 avril 2019 par le gouverneur de la région du Littoral. Il offre des soins aux patients souffrant d'insuffisance rénale, avec une capacité de soixante patients par jour et vingt postes de dialyse équipés de machines de dernière génération. Le Dr Rodolphe Fonkoua occupe également le poste de conseiller médical de l'Archevêque de Douala et dirige avec succès la Polyclinique Idimed, qui est reconnue pour ses services de santé de qualité, son plateau technique avancé et son personnel compétent.

Web média, Réussites du pays

Doudou Afritude

Participation des Doudous Afritude au Festival "Bochum Total" en Allemagne (Juillet 2023).

La qualité appréciée au-delà de nos frontières !

NB: vos Doudous Afritude sont désormais disponibles au supermarché Super U Bali-Douala

Infoline : 6 96 76 26 45



3E CONVENTION ORDINAIRE DU MRC

Discours de politique générale du président national du Mrc, m. Maurice Kamto



[MINUTE DE SILENCE pour tous les militants du MRC et nos autres compatriotes qui ont perdu la vie, parfois dans des conditions atroces depuis 2018].

Excellences Mesdames, Messieurs les Membres du Corps diplomatique ou leurs représentants

Mesdames, Messieurs les dirigeants des partis politiques invités,

Mesdames, Messieurs les dirigeants des organisations de la Société civile,

Mesdames, Messieurs les personnalités invitées en vos titres et grades respectifs,

Chers Délégués à la Convention du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun,

C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant vous dans ce contexte politique particulier pour moi-même et le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), mais aussi, je crois, pour le Cameroun.

Avant toute chose je voudrais vous exprimer notre sincère gratitude pour l'honneur que vous nous faites en répondant favorablement à notre invitation à cette 3e Convention ordinaire de notre parti. C'est une marque de civilité, et, peut-être même un témoignage d'estime auxquels nous sommes très sensibles. Au nom de nos Délégués ici présents et de tous les militants du MRC, je vous exprime notre sincère reconnaissance.

Le 15 avril 2018, dans des circonstances similaires, et pour la première fois aussi bien pour moi-même que pour notre parti, je clôturais dans cette même salle d'apparat du Palais des Congrès et dans la même ferveur militante qu'aujourd'hui, la deuxième Convention ordinaire du MRC, qui venait de me renouveler sa confiance comme Président national. Je sais gré à tous les Délégués ici présents, qui ont plébiscité une fois de plus la liste que j'ai conduite pour l'élection du Président national du MRC, des Vice-Présidents, du Secrétaire général et du Trésorier national de notre parti. Je les en remercie vivement en mon nom propre et ceux des autres membres élus sur cette liste.

Chers camarades et Amis politiques, je mesure le poids de votre confiance renouvelée et l'ampleur de vos attentes pour une conduite toujours plus efficace de notre parti, dans l'écoute attentive des militants et l'ouverture aux autres formations politiques dont la vision converge avec celle du MRC, ainsi qu'à toutes les Camerounaises et tous les Camerounais de bonne volonté.

Je puis vous assurer ici que nous redoublons d'efforts pour être à la hauteur des attentes et des défis auxquels notre parti est ou sera amené à faire face. Ce faisant nous poursuivrons la formidable dynamique qui, depuis notre dernière Convention, sous l'impulsion du Directoire du parti et grâce à l'engagement admirable des divers responsables des organes de base du parti ainsi de nombreux militants et sympathisants, ont fait du MRC une force politique solide, structurée, quadrillant le territoire national et incontournable sur la scène politique camerounaise.

En effet, depuis l'élection en 2018 de la direction nationale actuelle du parti que j'ai l'honneur de conduire, le MRC affiche un bilan digne d'éloge sur tous les plans. Les différentes Commissions statutaires de la présente Convention ont présenté hier aux Délégués le rapport administratif, le rapport financier, de même que le rapport de la solidarité et du soutien

aux Otages politiques de notre parti. Il me reste à vous présenter un rapport de politique générale sur le parcours du MRC depuis la dernière Convention et la vision de notre parti sur les perspectives d'avenir.

Chers Camarades et Amis politiques, en me portant à la tête de notre parti en 2018, vous faisiez de moi le candidat du MRC à l'élection présidentielle du 07 octobre 2018. Notre participation à ce scrutin mémorable a ouvert la voie à une exceptionnelle aventure politique qui s'est conclue, comme vous le savez, sur un Hold Up électoral. Oui, le candidat du RDPC avait bel et bien été battu dans les urnes le 07 octobre 2018, mais a été officiellement déclaré vainqueur avec un score fantaisiste de 71,28% contre 14,23% à votre candidat, et un taux de participation insolite de 100,48% ! Le MRC, le Peuple du Changement et de façon générale les Camerounais ont été spoliés d'une victoire historique.

Nous avions gagné ces élections n'en déplaise aux pleureurs et aux pleureuses ainsi qu'aux sceptiques que nos adversaires ont suscités et nourri au sein d'une certaine opinion. L'Histoire le révélera même au plus incrédules. Nous avons essayé par tous les moyens pacifiques et légaux de faire éclater la vérité aux yeux des Camerounais et du monde: nous avons demandé le recensement des votes, en vain; nous avons confondu devant le Conseil constitutionnel les représentants de notre adversaire qui ont produit 32 PV trafiqués et sans signatures en montrant actuellement la fausseté de ces documents fabriqués à la hâte pour les besoins de la cause; nous avons saisi la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples d'une communication à ce sujet afin qu'elle établisse qui avait tort et qui avait raison. Le pouvoir en place, qui a perdu les élections mais conserve par la force la représentation de l'Etat du Cameroun, a tout fait pour bloquer cette procédure depuis 2018, y compris en utilisant nos compatriotes servant dans les institutions des droits de l'homme de l'Union Africaine. Nous les connaissons.

Ils peuvent seulement masquer la vérité pendant un moment, mais la vérité éclatera toujours. Que ceux qui ont ainsi usurpé le pouvoir par un hold up électoral continuent d'en jouir pour le septennat en cours, ce n'est plus notre affaire; ils auront réussi à voler un septennat au peuple camerounais, un septennat qu'ils ont gaspillé et au cours duquel ils ont achevé de montrer même à leurs soutiens les plus incondtionnels, au Cameroun comme à l'étranger, qu'ils n'ont aucun projet pour ce pays et aucun amour pour le peuple camerounais. Ils veulent perpétuer ce vol politique lors des échéances à venir. C'est au peuple camerounais et à lui seul de décider s'il veut que ce désastre national continue ou s'il veut ouvrir une nouvelle page de son histoire, inaugurer une nouvelle ère avec des hommes et des femmes de tous les horizons du pays, porteurs de valeurs et d'un projet ambitieux de développement accéléré, de progrès partagé et de rayonnement international.

Depuis le lancement en novembre 2018 de la Résistance Nationale à la suite du hold up électoral, nos militants et notre parti ont souffert et souffrent encore le martyr. Rien ne nous est épargné : Arrestations arbitraires, détention illégale, traitement cruel, inhumain et dégradant, torture, gra-

ves blessures par balles, et j'en passe. En raison de leur ampleur sans précédent dans le Cameroun indépendant, de leur gravité du fait de leur violence inouïe, de leur caractère haineux, les crimes perpétrés contre nos militants pacifiques manifestant à mains nues relèvent de la catégorie des crimes contre l'humanité. A ces atteintes graves aux droits fondamentaux de nos militants s'ajoutent les vexations à l'endroit de notre parti : ostracisme administratif se traduisant par l'interdiction de nos manifestations publiques ou la multiplication des obstacles au déploiement des activités du MRC sur le terrain, y compris l'interdiction dans certaines localités de l'organisation des élections internes pour le renouvellement des organes de base de notre parti, même dûment déclarée ; violence judiciaire à travers des procès en embuscade en l'absence de nos camarades détenus alors qu'ils n'étaient simplement pas extraits des prisons, fabrication de faux documents judiciaires pour les accabler, violation systématique de la loi ou refus de son application alors que le magistrat est tenu de juger suivant la loi et sa conscience, mais d'abord suivant la loi; prononcé systématique des lourdes peines d'amendes aux prisonniers politiques du MRC pourtant déjà condamnées et à des peines de prison injustifiées ou iniques ; blocage du compte bancaire de notre parti depuis 2020, la liste n'est pas exhaustive.

Dans son Avis du 4 novembre 2022, le Groupe de Travail sur la Détention Arbitraire (GTDA) des Nations Unies a constaté que les arrestations par centaines de nos camarades lors des opérations de traque violentes des 26 janvier, 1er et 10 juin 2019, des 18 au 22 septembre 2020, et du 21 octobre 2020 sont arbitraires; et donc que les détentions et le jugement des MARCHEURS PACIFIQUES sont illégaux. En conséquence, il a recommandé à l'Etat du Cameroun leur libération immédiate ainsi que leur dédommagement. Malgré cet Avis dont les termes sont sans appel, nos camarades, devenus de véritables Otages politiques du régime, sont maintenus en prison. Le MRC demande, une fois de plus et solennellement, leur libération immédiate et sans condition.

Aux orphelins, la veuve et la famille de Rodrigue NDAGUEHO KOUFET, mort par négligence médicale alors qu'il était en détention illégale à la prison de New Bell à Douala, je réitère notre profonde compassion et l'engagement du MRC à honorer un jour sa mémoire et celles des autres martyrs de notre lutte. A monsieur Pascal ZAMBOUE kidnappé en octobre 2020 et toujours illégalement détenu à la prison centrale de Kodougui à Yaoundé, aux orphelins de Suzanne ZAMBOUE, assassinée au domicile familial en 2023, et dont la tournure curieuse des enquêtes sur sa mort, notamment l'arrestation et la mise en détention provisoire de son fils dans des conditions dénoncées par les avocats de la famille, fait craindre qu'elle ait été éliminée pour des raisons politiques, je renouvelle les condoléances émues du parti et notre engagement à nous tenir à leurs côtés dans les épreuves inhumaines qu'ils endurent.

A nos autres camarades toujours détenus et ceux qui ont été libérés, dont certains portent les séquelles à vie des tortures dont ils ont été l'objet, à nos militants et sympathisants dont les vies ont été bouleversées par la destruction de leurs activités économiques et parfois même de leurs vies

conjugales à cause de leur engagement au MRC, à leurs différentes familles je souhaite de garder courage et foi en l'avenir. Je puis les assurer que leur sacrifice ne sera pas vain.

A toutes les Camerounaises et tous les Camerounais, tous les partis politiques et organisations de la société civile alliés de 2018 et tous les autres, au Cameroun et dans la diaspora, qui nous ont apporté leur soutien à un moment ou un autre, j'adresse nos sincères remerciements.

En 2020, notre parti a décidé de ne pas prendre part aux élections législatives et municipales, pour les raisons que nous avons longuement expliquées. Certains de nos militants, aussi bien des cadres nationaux que des responsables des organes de base du parti ont pu mal comprendre cette décision ou ne l'ont pas acceptée. Il s'en est suivi quelques démissions de cadres dont quelques-uns sont allés créer leur propre parti



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alphonse AYISSI ABENA

ASSISTANTS
Ferdinand NDEM
Henry MOUYEBE

COMITÉ DE RÉDACTION
Hugues EDIMO
Raphaël NGO'O
Valentin ABENA

PRODUCTION
Fondation Camerounaise des Consommateurs

COMMERCIAUX
Anne Gabrielle IMBIKO
Chrystelle EPOUPE

CONCEPTION GRAPHIQUE
Turbo Claude

Impression
JVGRAF

Distribution
Ets 3A

CONTACTS
699 52 87 06
694 18 75 03

politique. Nous comprenons que des ambitions personnelles aient pu être contrariées par le boycott. Mais comme nous l'avons dit à diverses occasions, l'ambition personnelle ne saurait être mise au-dessus de l'intérêt du parti et a fortiori de la Nation camerounaise.

Quelques responsables des organes de base du parti se sont mis en retrait des activités du parti pendant un moment, avant de se remobiliser. Mais je puis vous assurer que l'écrasante majorité de nos militants avaient compris et soutenu pleinement la décision de boycott de ces fameuses élections que le régime avait transformé en un immense piège politique qui allait se refermer à jamais sur notre parti. Depuis bientôt quatre ans je ne peux pas vous dire combien de témoignages j'ai reçus de nos militants, voire des sympathisants me disant que notre boycott fut une décision de sagesse, et qu'elle a sauvé notre parti de la destruction. La présence massive à cette Convention des délégués qui sont des responsables dans les organes de base du parti et dont ceux qui sont là ne représentent qu'une partie des délégués statutaires est le témoignage éloquent du soutien sans faille de la base militante et des cadres du MRC à tous les niveaux à cette décision historique de boycott. Cette décision fut prise, croyez-moi, la mort dans l'âme, à un moment où notre parti bénéficiait d'une grande empathie de la plupart des Camerounais, à la suite de l'incarcération inique et cynique de ses principaux dirigeants en 2019.

L'attitude du parti au pouvoir ainsi que de ses alliés de tous bords, qui critiquent depuis quatre ans de façon virulente notre décision de boycott de 2020, et essaient de construire ce qu'ils appellent notre incohérence, confirment sans l'ombre d'un doute que ces élections, convoquées dans la précipitation le soir de notre visite mémorable sur le site de la tragédie Ngouache à Bafoussam, était un traquenard politique pour le MRC. Sinon, comment pouvez-vous expliquer que ce soit ce parti et ses alliés qui se plaignent le plus de ce boycott alors que nous leur avons donné l'occasion de s'octroyer sans gloire tous les sièges qui étaient en compétition?

Nous savons aujourd'hui que les élections couplées de 2020 étaient conçues par nos adversaires comme une sorte de second tour de l'élection présidentielle de 2018, dont ils nous avaient spoliés de la victoire; leur objectif était de tout mettre en œuvre pour nous humilier électoralement afin de montrer que nous ne pouvions pas avoir gagné le scrutin présidentiel.

Mes chers Amis, notre parti est sorti moralement et politiquement gagnant de ce boycott de 2020.

-D'abord, nous avons montré à nos compatriotes des Régions anglophones en particulier et à tous les Camerounais en général que nous sommes la seule force politique du pays qui a choisi de payer le prix politique le plus élevé afin qu'une solution pacifique, construite par une dialogue inclusif soit trouvée à la crise qui ravage ces deux régions. Et je puis vous dire que ce message politique a été bien entendu, si j'en juge ne serait-ce que par le nombre impressionnât des nouvelles adhésions au MRC entre 2020 et 2023.

-Ensuite, notre mot d'ordre de boycott a été suivi massivement par les électeurs. En effet, d'après les rapports des observateurs nationaux et internationaux de ce scrutin couplé de 2020, le taux de non-participation se situait entre 75 et 80% d'un corps électoral, qui est déjà très faible. Sans prendre part à ces élections, notre parti a ainsi montré la solidité de son ancrage dans notre peuple souverain.

-Enfin, il est apparu après coup que notre boycott de cette mascarade électorale de 2020 a préservé l'unité de notre parti, menacée par les conditions de formation des listes électorales. En effet, l'ouverture à ce qu'on a appelé alors les membres de la société civile et aux personnalités indépendantes avait frayé la voie à des opportunistes politiques sans conviction ni loyauté envers notre parti. Ils sont donc partis comme ils sont venus.

J'ai dit et je le répète solennellement du haut de cette tribune: le MRC prendra part à toutes les élections à venir, notamment les législatives et les municipales ainsi que la présidentielle, en 2025 ou avant. Notre parti y prendrait part même si on les convoquait pour demain. Je ne peux rien faire pour ceux que cela dérange. Qu'ils ne perdent pas leur temps à mentir aux Camerounais que nous ne pourrions pas prendre part à l'élection présidentielle parce que nous avons boycotté les élections de 2020. Je dis et je le répète, nous participerons à l'élection présidentielle même si elle était convoquée pour demain.

Alors mes chers Amis, mes chers compatriotes, ne les écoutez pas, car ils veulent vous décourager afin que vous ne vous inscriviez pas massivement sur les listes électorales. Ils ne veulent pas que vous alliez voter pour libérer notre pays et mettre en mouvement le train glorieux de la Renaissance. Dites-leur qu'ils ne vont plus vous avoir avec leurs mensonges; que le changement passera par chacun de vous, dans la paix et par les urnes.

Attention ! Ne commettons pas l'erreur de focaliser notre attention et notre énergie uniquement sur l'élection présidentielle à venir. Nous devons prendre les élections les unes après les autres, comme elles viendront. Selon le calendrier électoral normal, le double scrutin législatif et municipal devrait se tenir au tout début de l'année 2025, et en principe la convocation du corps électoral pour ce scrutin devrait d'ailleurs avoir lieu à la fin de 2024. Ce double scrutin est crucial. Il faudra nous préparer à remporter le plus grand

nombre de communes et de sièges de députés, car ce sera la première étape de la dynamique qui nous amènera à conquérir la présidence de la République dix mois plus tard.

À l'occasion de mon message de fin d'année 2022, j'ai alerté l'opinion publique sur le fait grave qu'ELECAM fausse le jeu électoral au profit du régime en place, avant même le jour des élections, en faisant stagner le corps électoral depuis 2012, à la fois par son inaction, et dans certains cas par le refus d'inscrire certains citoyens camerounais sur les listes électorales, notamment dans la diaspora.

Depuis que nous avons mis à nu ce scandale, chiffres à l'appui, ELECAM n'y a jamais apporté un démenti ni la moindre tentative d'explications. Cet organisme est un instrument de conservation du pouvoir et non un régulateur du jeu électoral.

Mais à quoi aura servi le septennat qu'il a contribué à arracher et qui va bientôt toucher à sa fin ? Seulement à plonger encore plus les Camerounais dans le désenchantement et le désespoir. Regardez à quel point les gens sont devenus agressifs dans notre pays, combien ils ont perdu l'estime de soi, combien notre jeunesse ne rêve que de partir à tous les prix, combien il faut vendre son âme pour avoir un emploi ou une perspective de carrière. Pays sans repère moral, sans respect de rien, où l'on jalouse le voisin qui essaie de survivre au lieu de se demander pourquoi on n'arrive pas à s'en sortir ; pays où l'on déclare nerveusement qu'on ne fait pas la politique parce qu'on dit qu'on veut voir grandir ses enfants, et parce qu'on a peur de regarder les choses en face et de voir que c'est la mauvaise politique qui est la cause de ses malheurs. Or c'est justement en faisant la politique qu'on peut changer les choses.

Le pays se délite, croule sous un endettement colossal et le fameux slogan, « EMERGENCE en 2035 » est définitivement un mirage. Car dans plusieurs coins du pays de nombreuses femmes continuent de perdre leur vie en donnant la vie, et dans toutes les Régions les infrastructures, routes en particulier, sont en piteux état. A quoi donc a servi ce septennat volé sinon à semer plus de haine tribale, plus de division entre les Camerounais, à les monter les uns contre les autres pour le plaisir d'un pouvoir que l'on croit acquis pour l'éternité ?

A quoi a servi ce septennat de toutes les dérives sinon à enfoncer davantage un pays sans boussole sous le règne de l'anarchie et du bon plaisir, où chaque dirigeant se taille son fief qu'il gère à sa guise; sinon à multiplier les scandales et les crimes crapuleux dans l'arrogance et l'impunité totale, dans le mépris de ceux qui, choqués, tentent de demander une explication. Voici les nouvelles plaies du Cameroun : **CANGATE, COVIDGATE, GLENCOREGATE, LIGNES 94 et 65 GATE, AUTOROUTE YAOUNDE-DOUALA GATE, SAVANNAH GATE, BARRAGE NACHT-CHIGAL GATE, ASSEMBLEE NATIONALE GATE, ÉMOLUMENTS et FAUSSES TAXES À TÉMOINS GATES, PROCEDURES JUDICIAIRES SUR DES ASSASSINATS MONSTREUX GATE, ROUTE KRIBI-EBOLWA PAR AKOM II GATE**, et j'en oublie sans doute.

Nous avons tous été heurtés, à un moment ou un autre par la violence des attaques contre le vivre-ensemble dans notre nation, le déchirement du tissu social par une pauvreté abjecte galopante, l'effondrement des pans de notre économie, le recul de notre rayonnement et de notre influence en Afrique, à commencer par l'Afrique centrale. Et nous nous sommes dits à un moment ou à un autre, il faut arrêter cette descente sans fin aux enfers. Il est donc plus que temps de nous organiser pour agir ensemble.

Seule une alternance politique peut permettre à notre peuple de retrouver sa dignité, de se remettre debout et de relever enfin les défis multiples qui se sont accumulés devant lui depuis au moins 41 ans. Seule une alternance politique peut permettre de redonner le sourire et la fierté perdue à notre peuple à travers une réponse efficace et adéquate à ses problèmes urgents que sont aujourd'hui, notamment : l'insécurité, le manque d'emplois, la léthargie économique, le défaut d'accès aux soins de santé pour le plus grand nombre, le dévoiement de la justice, l'inadaptation du modèle éducatif en vigueur, le manque d'infrastructures, le défaut d'énergie, le déficit de cohésion nationale et la perversion tribale de la citoyenneté, une gouvernance publique irrationnelle, le mauvais traitement des enseignants, la vie chère, la traque de la diaspora camerounaise que le régime stigmatise comme étant une ennemie du pays.

C'est donc conscient de la nécessité impérieuse de faire face à ces urgences et de l'impératif d'éviter la répétition du hold up électoral, en particulier lors de la prochaine présidentielle, que j'exhorte en toute humilité patriotique toutes les formations politiques, les organisations syndicales, les organisations de la société civile, les leaders d'opinion sincèrement engagés dans la lutte pour restaurer notre peuple dans sa dignité et notre pays dans sa souveraineté, à travailler ensemble pour recréer les conditions qui ont porté l'Union pour le Changement en 1992.

En 1992, j'ai soutenu l'Union pour le Changement sans marchandage ni espérance de la moindre contrepartie, parce que le pays donnait déjà des signes patents des dérives qui l'ont conduit dans l'impasse actuelle. Certains des acteurs majeurs de cette coalition historique sont encore vivants et peuvent en rendre témoignage. Malheureusement, en dépit de la victoire dans les urnes du candidat de l'Union, la cause du Changement fut trahie, et la victoire officielle fut

attribuée au même candidat qu'en 2018.

Au MRC, nous sommes totalement ouverts et disponibles pour discuter avec chacune des forces de progrès de notre pays, des modalités de la relance de cette nouvelle union pour le changement que nous proposons d'appeler: ALLIANCE POLITIQUE POUR LE CHANGEMENT, en abrégé "APC". Une telle Alliance a déjà commencé à se dessiner avec la bien nommée Force de Changement du Cameroun (FCC), que je salue très chaleureusement pour son courage et la clarté de son positionnement politique.

Au regard de la situation générale de notre pays et surtout des enjeux, il ne devrait plus avoir de place pour les égos, les rancunes, les petites vengeances politiques, parmi nous qui disons lutter pour le bonheur du peuple camerounais. La plateforme mise en place pour élaborer des propositions de modification consensuelle et participative du Code électoral a montré que des partis politiques ayant des trajectoires différents peuvent s'accorder sur l'essentiel, travailler ensemble dans le respect mutuel et produire des résultats remarquables. Ces partis politiques, en l'occurrence l'UDC, le PCRN, le SDF, l'USD, le MP et le MRC pourraient, à mon sens, constituer avec le FCC, des organisations de la société civile et des personnalités proéminentes, le socle de cette Alliance Politique pour le Changement.

Bien plus, devraient se joindre à l'APC, l'UNDP, l'UPC-progressiste, ainsi que toutes autres formations politiques, les organisations et personnalités qui sont révoltées par l'effondrement moral de la société camerounaise et l'incompétence systémique du régime dit du Renouveau. Ils y auront toute leur place.

Au-delà de ceux qui sont ouvertement engagés dans la lutte pour l'alternance et le changement dans notre pays, l'ALLIANCE POLITIQUE POUR LE CHANGEMENT travaillera avec nos compatriotes de tous les horizons, y compris les militants et sympathisants du régime en place qui partagent sa vision d'un Cameroun apaisé, rassemblé et tendu vers l'idéal commun de justice et d'équité, de prospérité partagée et de rayonnement international. Je les exhorte à ne pas se mettre en marge de la puissante dynamique populaire et républicaine portée par le seul intérêt de notre peuple et de notre pays.

L'échec patent du pouvoir en place n'autorise pas à douter du patriotisme de tous nos compatriotes qui ont servi ou qui servent encore l'Etat. Parmi eux, on trouve des femmes et hommes de grande valeur et à l'esprit républicain avéré, dont le zèle au service du bien-être de nos populations est souvent étouffé par la logique propre au leadership du système de gouvernement en place. J'invite ces compatriotes à laisser aux supporters passésistes de ce régime déboussolé, partisans nostalgiques du parti union, leurs rêves chimériques du pouvoir perpétuel, de la succession héréditaire ou de gré à gré au sommet de l'État, et à se joindre dès à présent à l'APC. Le Cameroun est notre patrimoine commun. Il doit être une nation réconciliée et rassemblée. Nul ne sera tenu à l'écart dans l'effort collectif pour son redressement. Nous devons travailler de toutes nos forces, chacun avec ses talents afin de relever notre pays et d'apporter à nos concitoyens les dividendes qu'ils sont légitimement en droit d'attendre de l'indépendance de leur pays. C'est pour cela que sont morts nos héros nationaux.

Je souligne que l'APC doit être pensée et articulée pour gouverner le pays dès le lendemain de la proclamation de sa victoire, afin de répondre sans délai aux nombreuses attentes du pays. Elle doit permettre au Cameroun de faire un saut qualitatif dans son développement et de contribuer activement à la construction de l'Afrique nouvelle. Dans cette optique le Cameroun, maître souverain de son destin, entretiendra des relations amicales et confiantes avec ses partenaires traditionnelles et toutes les autres Nations et institutions internationales de bonne volonté.

Réconcilier notre Nation passe – je dirais même commence – par le rapatriement des restes mortuaires d'Ahmadaou AHIDJO, premier Président du Cameroun indépendant, et de son épouse Germaine AHIDJO. Ils doivent reposer en paix dans leur terre natale. Et Ahmadaou AHIDJO doit recevoir des obsèques officielles, non pas parce qu'il fut irrécusable, mais parce qu'il fut par-dessus tout un bâtisseur remarquable. C'est une nécessité historique, un devoir républicain et pour les Africains que nous sommes, un impératif culturel voire spirituel.

Depuis 2017, notre pays a sombré dans une guerre civile désastreuse dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, à cause de l'incompétence du pouvoir à gérer politiquement un conflit qui est fondamentalement de nature politique. Depuis lors, le Cameroun avance avec une épine dans le pied. En sept ans, la guerre civile a déjà fait des milliers de morts parmi les forces de défense et de sécurité, leurs compatriotes qui ont pris les armes et les populations civiles prises au piège. Elle a causé des millions de personnes déplacées internes et exilés, rendu exangue l'économie de ces Régions, mise à rude épreuve les finances de l'État et altéré profondément l'unité de la nation camerounaise. C'est le résultat d'un style de gouvernement arrogant, caractéristique du régime en place. Car absolument rien ne justifiait la répression sanglante des manifestations pacifiques des étudiants, enseignants et avocats des deux régions anglophones, à part une volonté politique assumée de terroriser les citoyens exerçant leurs droits civils et politiques. On s'est servi de nos vaillantes forces de défense et de sécurité pour régler par les armes des revendications poli-

tiques qui ne peuvent être résolues durablement que par un dialogue politique inclusif et sincère.

En effet une solution politique pérenne à cette guerre qui ravage les deux régions anglophones et plombe sérieusement la nation camerounaise dans la projection de son développement comme dans ses ambitions d'une des puissances phares dans l'Afrique de demain existe : c'est l'établissement d'un Etat de type fédéral dans notre pays. Le MRC s'est prononcé clairement en faveur du fédéralisme, lequel permettra aux Etats fédérés, notamment de jouir d'une large autonomie dans la gestion de leurs affaires, de préserver la spécificité culturelle revendiquée par nos compatriotes des Régions anglophones, d'accélère le développement global du pays par l'accroissement de l'efficacité dans le choix et la mise en œuvre des programmes de développement des composantes fédérées de l'Etat. Soyons clair : La sécession - ou séparation - n'est pas une option. Elle n'est pas sur la table de discussion. Pour le reste nous sommes prêts à discuter de tous les sujets entre nous, en tant que Camerounais, et à trouver la solution idoine à nos problèmes.

Nous n'avons cessé de faire des propositions concrètes pour la résolution politique de ce conflit armé. Nous persistons, bien que le régime ait préféré écouter ceux qui jusqu'à présent l'ont de façon irresponsable à la guerre et aux violences de toutes sortes. N'oublions jamais que loin du petit écran où l'on étale toutes les théories justificatrices de la violence d'Etat, il y a des morts et la souffrance indicible des populations.

J'en fais mon affaire de convaincre les membres de l'APC, actuels et futurs, de l'urgence pour notre pays d'arrêter rapidement cette guerre civile fratricide absurde dont nous n'avons nullement besoin, par la tenue, dans des délais assez courts, d'un dialogue politique inclusif qui créera les conditions d'expression de toutes les sensibilités de nos frères et sœurs des régions anglophones dans le cadre de notre chère patrie à tous, le Cameroun.

Je déclare ici, à nos frères et sœurs qui affrontent les armes à la main leurs frères et sœurs des Forces nationales de défense et de sécurité, que si nous arrivons au pouvoir, nous ne ruserons pas avec eux. Je les assure de notre bonne foi patriotique pour trouver ensemble avec eux, enfin, une solution définitive aux problèmes posés, dans le cadre d'un Cameroun qui se veut le berceau de tous ses enfants et des tous nos aïeux.

Ceux qui ont le triomphe facile chanteront à tue-tête que les groupes armés sécessionnistes sont vaincus, qu'il n'y aurait plus qu'à les laisser disparaître lentement. Ce serait une grave erreur de raisonner de la sorte, car un conflit comme celui qui oppose les insurgés des régions anglophones au pouvoir central de l'Etat ne se gagne jamais sur le champ de bataille, mais autour d'une table de fraternisation. Choisir l'illusion d'une victoire armée c'est choisir de transmettre ce conflit aux générations futures, car il referait inévitablement surface.

C'est pourquoi j'en appelle à la conscience des chefs de nos Forces de défense et de sécurité afin qu'ils soutiennent cette démarche pour une solution politique du conflit. Ce serait une attitude patriotique de la grande Armée camerounaise. Les Forces nationales de défense et de sécurité seront toujours plus fortes que n'importe quels groupes armés non-étatiques, aujourd'hui et demain. Trop de sang a coulé dans cette guerre. Nous devons nous mettre ensemble pour enfin donner une réelle chance à la paix.

Chers Délégués du MRC, Mesdames Messieurs les Invités, nous avons proposé la formation d'une ALLIANCE POLITIQUE POUR LE CHANGEMENT afin d'assurer une alternance politique démocratique au Cameroun en 2025 ou avant. En me reconduisant à la tête de notre parti, la 3e Convention ordinaire du MRC a fait de moi le candidat de notre parti à la prochaine élection présidentielle. J'ai entendu l'appel lancé bien avant la tenue de la présente Convention, et tout-à-l'heure encore par des forces importantes de la scène politique camerounaise, pour que la dynamique nouvelle se fasse autour du candidat du MRC en vue du scrutin présidentiel à venir. J'ai l'honneur d'annoncer ici que j'accepte d'assumer la mission historique d'être le porte-flambeau de l'ALLIANCE POLITIQUE POUR LE CHANGEMENT désormais en marche Je suis très reconnaissant et fier d'être le candidat de cette ALLIAN-CE à l'élection présidentielle de 2025 ou avant. Candidat du consensus, de la Vérité, de la Paix, de la Justice et de la Réconciliation dans les Régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et au sein la nation toute entière.

J'accepte cette charge exceptionnelle, dans la continuité de mon dévouement constant au service de notre patrie et avec une conscience aiguë des responsabilités inouïes que cela implique. Je puis assurer ceux qui sont déjà dans la nouvelle dynamique, comme ceux qui la rejoindront, je l'espère bientôt, qu'il s'agit d'une responsabilité historique collective. Ensemble redonnons espoir au peuple camerounais qu'un autre avenir est possible, un avenir débarrassé de l'impunité et où la reddition des compte est un impératif, un avenir de développement accéléré et de prospérité partagée dans lequel le Cameroun sera enfin gouverné.

Pour ma part, je réitère mon engagement renouvelé en diverses circonstances devant le peuple camerounais : Je ne vous trahirai jamais !

Vive le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun,

Vivement l'Alliance Politique pour le Changement,

Vive le Cameroun.

Hotel Du Littoral carrefour Kayo Elie



Pour un séjour confortable et paisible nous mettons à votre disposition

- Des chambres climatisées
- Un groupe électrogène performant
- WiFi gratuit

•Eau chaude
•Parking sécurisé
24h/24

•Un accueil chaleureux et un personnel à l'écoute
NB: La promotion des petits déjeuners gratuits continue jusqu'à la fin de

ce mois

L'HOTEL DU LITTORAL
c'est la satisfaction

Garantie

Faites vos réservations

aux:

695336110/678535432

COUP D'ETAT SCIENTIFIQUE AU CAMEROUN : C'EST LE MOMENT ?



Le vendredi 1er décembre 2023, les camerounais découvrent sur les réseaux sociaux, l'ordonnance de mise en liberté de l'homme d'affaire Amougou Belinga et du patron des services d'intelligence du Cameroun en détention dans le cadre du meurtre du journaliste Martinez Zogo. Entre 17h et 19 h ce vendredi, dans les rues du pays, c'était la même remarque qu'observaient les populations : « *Ce pays n'est plus gouverné* » disaient-elles malgré le démenti quelques heures après du juge Sikati.

Pour l'universitaire Mathias Eric Owona Nguini, cette attitude des populations était le but recherché à travers la démarche de ceux qui étaient à l'origine de la vraie fausse lettre, à savoir manipuler l'opinion pour donner le sentiment que le Cameroun n'est plus gouverné.

Cette épisode du tribunal militaire coïncidait avec le déclenchement d'une pénurie de carburant dans la ville de Yaoundé, au départ taxée d'artificielle par les responsables de la SCDP, mais qui va se généraliser dans les principales villes du pays Douala, Yaoundé, Bafoussam, Nkongsamba, Garoua. Une situation qui contraint les stations-services au rationnement dans la distribution, avec une incidence direct sur le prix du transport créant un mécontentement général des populations. Ce dimanche 10 Décembre, la SCDP a fait une sortie pour annoncer l'arrivée ce même jour au port de Douala d'un bateau de combustible. Doit-on justifier ce retard dans la livraison, cette indisponibilité par la crise ukrainienne ?

Les camerounais n'avaient pas encore digéré la pénurie en cours depuis

plus d'une semaine, que voilà Globeleq, qui suspend pour la deuxième fois en l'espace d'à peine un mois la livraison à Eneo, privant le pays de 304 MW d'énergie électrique. Pourtant la première semaine du mois de Novembre, une avance avait été faite à Eneo pour épurer la dette mensuelle de Globeleq, un engagement de l'état du Cameroun avait été pris pour solder 40 milliards de FCFA. Qu'est-ce qui pourrait justifier ce revirement de Globeleq pour plonger le pays tout entier dans le délestage chronique à deux semaines de la fête de Noël.

Le pays est-il rentré dans la dernière phase du processus de coup d'état scientifique après le sabotage et dévoiement de la vision de développement du président Biya dans la réalisation des projets de développement ?

Dans son discours de fin d'année 2013, le président

de la république Paul Biya 'indignait du laxisme des fonctionnaires et commis d'état, allant jusqu'à faire une comparaison avec ceux d'autres pays : « Sans doute faudra-t-il impérativement s'attaquer aux causes de nos insuffisances en supprimant les points de blocage, les zones de dispersion et les doublons.

Serions-nous incapables de faire ce que d'autres pays comparables au nôtre ont fait ou sont en train de faire ? Je ne le crois pas. Nous avons des hommes, des femmes et des jeunes talentueux, ingénieurs, bien formés et entrepreneurs, capables de relever ces défis. Nous avons des ressources naturelles, abondantes et variées. Nous avons des institutions, modernes et démocratiques. Notre pays connaît la paix et la stabilité. Alors que nous manque-t-il ? » Paul Biya 31 Décembre 2013.

Construire Ensemble

LES 7 MERVEILLES DE CIMENCAM

pour tous vos travaux de construction



CIMENCAM, les constructions qui traversent le temps

www.cimencam.com

Achetez en ligne via mycimencam.com

Téléphone : 654 90 00 00
service client : serviceclient.cimencam@holcim.com

